



Maraîchage agroécologique périurbain en Côte d'Ivoire (MARIGO)

En Afrique de l'Ouest, les cultures maraîchères périurbaines sont souvent pratiquées en monoculture avec des doses excessives d'intrants chimiques, souvent non homologués et surdosés. Le faible niveau de production des principales cultures ne suffit pas à alimenter le marché local, ce qui nécessite de recourir aux importations. De plus, en raison du manque de contrôle et d'encadrement, la qualité sanitaire de la production n'est pas garantie. Des études récentes ont révélé que la filière maraîchère en Côte d'Ivoire était peu structurée et ne bénéficiait que peu du soutien des instances étatiques. Face à ces constats, le projet MARIGO a été lancé pour accompagner la transition agroécologique de zones maraîchères en périphérie de villes ivoiriennes.

Présentation générale du projet



Objectif général

Promouvoir la transition agroécologique en zones périurbaines et contribuer à une transformation durable et productive de l'agriculture et des systèmes alimentaires de la Côte d'Ivoire.



Objectifs spécifiques

- Analyser l'offre et de la demande en produits maraîchers.
- Générer des connaissances et diffuser des savoirs.
- Explorer et expérimenter des approches innovantes.
- Collaborer pour concevoir des solutions adaptées et durables.
- Former les acteurs de demain.



Logique d'intervention

Le projet MARIGO, réunissant un consortium d'experts et de formateurs issus d'institutions nationales et internationales, vise à établir une plateforme nationale englobant tous les acteurs du secteur. L'objectif est de collaborer pour développer conjointement des solutions durables face aux défis auxquels est confrontée la filière maraîchère ivoirienne dans un contexte de changement climatique. En utilisant un processus de concertation basé sur un diagnostic collectif, le projet favorise une réflexion itérative. Il s'articule autour de six groupes thématiques interactifs, rassemblant des experts aux compétences pluridisciplinaires.



Résultats attendus

- Une contribution à l'organisation d'un dialogue politique autour de l'agroécologie.
- Une pérennisation de plateformes multi-acteurs sur l'agriculture maraîchère.
- Une disponibilité d'équipements pilotes de conservation des denrées.
- La création d'un réseau d'agriculteurs labélisés qui s'engagent à respecter une charte locale de bonnes pratiques agroécologiques voire biologiques.

- La création de réseaux locaux d'acteurs autour de la production maraîchère intégrant des circuits courts et pratiquant une économie circulaire.
- La production d'un catalogue variétal des espèces locales et exotiques.
- La production d'un guide des ravageurs et des maladies des cultures maraîchères.
- La création d'un module de formation en agroécologie pour les élèves techniciens et ingénieurs de l'ESA.
- La formation à l'agroécologie de maraîchers leaders dans chacun des sites d'étude.
- La participation à la création de micro-entreprises répondant aux métiers de l'agroécologie.
- La valorisation des savoirs locaux sur la production des légumes traditionnels et leur transformation (recettes) et la promotion de leurs qualités sanitaires et nutritionnelles.



Partenaires

Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), en collaboration avec de nombreux acteurs partenaires.



Calendrier

48 mois (2020 – 2024)



Budget

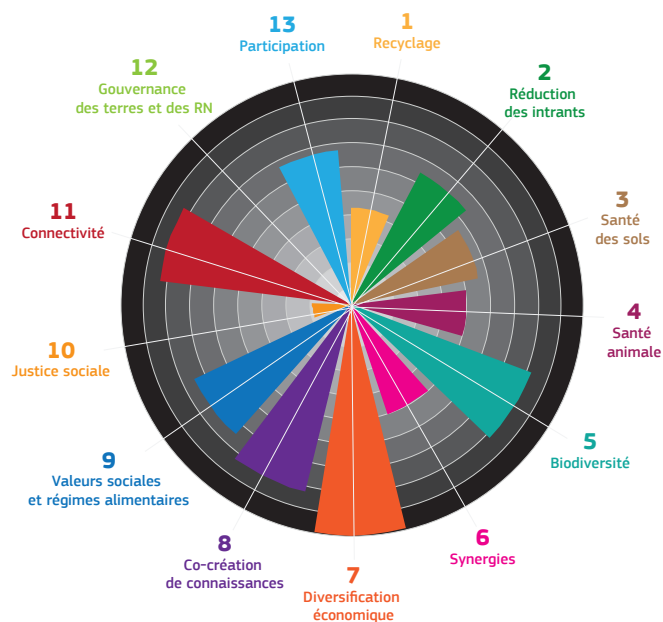
2 000 000 EUR



Zone d'intervention



Classification agroécologique du projet selon les 13 principes du HLPE



1 Recyclage

Le recyclage des nutriments et de la biomasse est partiellement intégré aux pratiques promues par le projet. Il s'appuie sur le constat que les sols des zones maraîchères périurbaines de Côte d'Ivoire s'appauvrissent en raison de l'intensification des pratiques agricoles et de l'insuffisance d'apport en matière organique. Il contient de ce fait un volet significatif sur la gestion de la fertilité des sols et le développement de l'utilisation d'engrais organiques et de composts issus des déchets ménagers. Le projet prévoit par ailleurs d'agir sur les pertes agricoles à travers la promotion d'innovations techniques post-récoltes.

2 Réduction des intrants

Le projet est fermement engagé dans la réduction de l'utilisation d'intrants de synthèse. Il vise à promouvoir activement la réduction de l'utilisation d'intrants non organiques. Dans les zones urbaines et périurbaines de la Côte d'Ivoire, les pratiques conventionnelles prédominent dans la culture maraîchère, avec une utilisation fréquente d'intrants chimiques en quantités excessives et souvent non homologués sur des grandes parcelles. Cela se traduit par des conséquences néfastes telles qu'une baisse de la qualité des produits, une diminution de la biodiversité, une augmentation de la pollution environnementale et une détérioration de la qualité des sols. Bien que certains critères, tels que l'économie d'eau, de semences et d'énergie, ne soient pas explicitement mentionnés, ils sont en harmonie avec l'approche du projet.

3 Santé des sols

Le projet contient un volet spécifique sur la santé des sols. Il vise le développement de solutions en co-construction avec les acteurs locaux concernant la fertilisation et les amendements organiques. Ce processus participatif repose sur un diagnostic de la santé des sols et de leur capacité de séquestration du

carbone dans différents systèmes de culture et de production (activité centrale du projet). Il vise également à identifier les besoins agronomiques de fertilisants en matière de fertilisants ainsi que les contraintes liées à la fertilisation et à la production de matière organique. Dans cette démarche, les contraintes spécifiques des éleveurs, dont les pratiques pourraient être affectées par le changement climatique, sont également prises en compte.

4 Santé animale

La question de l'amélioration du bien-être et de la santé animale n'est pas explicitement abordée, principalement en raison de l'orientation spécifique du projet vers le maraîchage. Le projet valorise la stimulation des interactions entre agriculture et élevage en utilisant les effluents d'élevage et d'autres produits résiduels organiques. Une étude est prévue pour estimer le recours à de telles pratiques, évaluer leur potentiel et cartographier les sources potentielles de ces ressources.

5 Biodiversité

Le projet accorde une grande importance à la biodiversité au sein de l'écosystème. Dans le cadre de la diversification des services écosystémiques, l'agroécologie met l'accent sur la promotion de l'arboriculture fruitière, de l'agroforesterie et en particulier de l'apiculture. L'apiculture est considérée non seulement comme une technique améliorant la pollinisation des plantes cultivées, mais aussi comme une source de revenus supplémentaires et un indicateur fiable de l'état sanitaire d'une exploitation, notamment en ce qui concerne l'exposition aux pesticides chimiques. Forts du constat que les semences locales (paysannes) sont mieux adaptées et plus résistantes aux changements climatiques, le projet se focalise sur le recensement et la collecte de ces semences afin de constituer une banque de semences maraîchères pour les légumes indigènes. Ces espèces sont caractérisées en fonction de leur potentiel agronomique, de leurs qualités nutritionnelles et de leur résistance aux bioagresseurs.



6 Synergies

La mise en synergie des composantes biologiques pour optimiser les services écosystémiques, à l'échelle de la ferme et du paysage, est partiellement intégrée dans le projet. Une composante importante du projet est l'amélioration de la santé des plantes grâce à la promotion des principes des systèmes de cultures agroécologiques, qui se basent principalement sur la diversité des espèces cultivées, leur association spatiale et leur rotation. Pour favoriser les synergies et les équilibres naturels, des plantes non cultivées, telles que des bandes enherbées, sont intégrées aux systèmes maraîchers. Des méthodes biologiques de prévention ou de lutte contre les parasites, telles que l'utilisation d'extraits de plantes, entomopathogènes et de phéromones, sont privilégiées en substitution des solutions chimiques. L'objectif est de rompre le cercle vicieux de la dépendance croissante aux pesticides pour lutter contre l'arrivée régulière de nouveaux ravageurs, ce qui réduit davantage les ennemis naturels qui pourraient contribuer leur régulation.

7 Diversification économique

Le projet s'inscrit dans une démarche de diversification économique. Son objectif est d'améliorer les performances des exploitations et de les adapter aux changements climatiques et aux fluctuations des prix des marchés en restaurant ou en favorisant la multifonctionnalité des systèmes de culture maraîchers. Une grande partie des pertes post-récoltes est causée par les activités de distribution, telles que le transport et la mise en marché. Par conséquent, le projet vise à proposer des innovations en matière de technologie afin d'améliorer la conservation et la qualité sanitaire des produits maraîchers tout en préservant leur qualité nutritionnelle et organoleptique. La combinaison des savoir-faire locaux en matière de transformation et de l'expertise de la recherche en technologie permettra d'identifier les solutions les plus adaptées aux productions maraîchères. Il sera par exemple important d'évaluer les effets du séchage (méthode traditionnelle de conservation) ou des traitements à la lumière UV sur les qualités nutritionnelles et sanitaires des aliments.

8 Co-crédation de connaissances

Le projet valorise les principes de co-crédation et de partage des connaissances. Le projet propose de constituer une plateforme multi-acteurs, avec pour vision de « générer le bien-être et la prospérité de toutes les parties prenantes des chaînes de valeur ». La plateforme réunit des agriculteurs, des formateurs, des chercheurs, des acteurs de la filière maraîchère, des décideurs de politiques publiques sectorielles et des membres de la société civile. Elle est conçue comme un espace d'apprentissage et de changement pour élaborer collectivement des solutions durables face aux défis auxquels est exposée la filière maraîchère en Côte d'Ivoire, notamment dans un contexte de changement climatique. La plateforme favorise la mise en relation des acteurs des chaînes de valeur maraîchères, qu'ils soient organisés ou non, ayant des antécédents et des intérêts différents. Son but est de diagnostiquer les problèmes, d'identifier les opportunités et de trouver des moyens d'atteindre durablement leurs objectifs.

9 Valeurs sociales et régimes alimentaires

Le projet respecte les valeurs sociales et les régimes alimentaires. Actuellement, la qualité sanitaire des produits vendus sur les marchés locaux dans le cadre du maraîchage, qui est principalement de nature conventionnelle, n'est pas garantie. Elle est rarement contrôlée et peu étudiée par la recherche, par exemple en ce qui concerne les résidus de pesticides, les métaux lourds et les germes pathogènes. Le projet vise ainsi à répondre à une demande croissante des consommateurs pour des légumes sains produits localement. En effet, le niveau de production des principales cultures légumières est souvent insuffisant pour alimenter le marché local, ce qui nécessite des importations. Dans les zones périurbaines, les légumes exotiques à forte valeur ajoutée sont souvent privilégiés par rapport aux légumes locaux, bien qu'ils soient plus robustes, plus faciles à cultiver et plus riches en nutriments et en vitamines. Le projet valorise les savoirs locaux en matière de production de légumes traditionnels et de leur transformation, tout en assurant la promotion de leurs qualités sanitaires et nutritionnelles.



10 Justice sociale

Le principe de justice sociale est peu intégré dans le projet. Le projet se base sur un processus, l'en-commun, qui vise à réunir des acteurs initialement concurrents pour trouver des solutions en recherchant un consensus. Un exemple donné est l'impact social de la pacification des relations entre agriculteurs et éleveurs pour l'accès aux ressources telles que l'eau et les pâturages. Bien que le projet prétende cibler les femmes en tant que principales productrices de cultures maraîchères, l'autonomisation des femmes n'est pas affichée comme un objectif ou un résultat attendu et le cadre logique ne contient pas d'indicateurs ventilés par sexe. De plus, aucune étude de genre ou sociale n'est prévue, ce qui rendra impossible la mesure de l'impact du projet sur les inégalités. Ce risque est renforcé par le profil des partenaires de mise en œuvre, tous issus des sciences de la nature ou agronomiques, avec une absence des sciences sociales et du domaine juridique dans le projet.

La labellisation peut être un gage de qualité permettant de valoriser les productions et d'assurer une meilleure rémunération des producteurs. Cependant, il est essentiel de veiller à ce que cela ne crée pas un marché de niche accessible uniquement aux classes moyennes et aisées, ce qui exclurait les populations les plus démunies. Malheureusement, la question de l'accessibilité des productions agroécologiques labellisées en termes de qualité nutritionnelle et sanitaire est souvent négligée.

11 Connectivité

Le projet est un projet de recherche-action dont la logique d'intervention est de développer des interactions à bénéfices réciproques (mutualisme) entre les acteurs des territoires périurbains et en particulier entre maraîchers et éleveurs et entre producteurs et consommateurs. Cette approche valorise explicitement une économie circulaire locale et des circuits courts d'approvisionnement. Le développement d'une économie circulaire entre les acteurs d'un même territoire et l'adoption de pratiques innovantes relevant de l'agroécologie devraient pouvoir rendre les systèmes de production maraîchers moins risqués (diversification), plus sûrs (hygiène, contamination, pollution), et plus résilients face aux variations climatiques.

12 Gouvernance des terres et des ressources naturelles

Le projet n'est pas engagé dans la promotion d'une gouvernance responsable des terres et des ressources naturelles.

13 Participation

Le projet est engagé sur le principe de participation. Le projet a comme sous-objectif de créer une plateforme multi-acteurs nationale fédérant les réseaux existants et réunissant les chaînes de valeur maraîchères, leurs partenaires et les institutions d'appui scientifique. Il prévoit le développement de normes et/ou de labels pour mettre en valeur les produits issus d'une agriculture agroécologique. Ainsi, un cahier des charges destiné aux membres de la plateforme est élaboré et utilisé pour un plaidoyer politique sur l'amélioration de la réglementation de la qualité écologique et sanitaire des productions agricoles. Le renforcement des systèmes de production maraîchers agroécologiques à travers des plaidoyers auprès des décideurs publics, la communication auprès des acteurs de la société civile et le développement de modules de formation académique sont intégrés au projet. La plateforme multi-acteurs prévoit ainsi de renforcer le dialogue politique en faveur de l'agroécologie.

FACTEURS DE SUCCÈS / DÉFIS

- + Le projet met fortement l'accent sur les pratiques agroécologiques pour réduire les pollutions liées à un usage excessif d'intrants chimiques dans le maraîchage conventionnel en Côte d'Ivoire.
- + Le projet adopte une approche de recherche-action multi-acteurs qui permettra de fournir des preuves scientifiques sur les impacts environnementaux et sanitaires des pratiques agroécologiques. Il permettra aussi d'identifier les leviers et les freins de la transition agroécologique.
- + Le projet encourage les circuits courts et les chaînes de valeur en promouvant les productions locales en substitution aux importations.
- + Le projet prévoit de renforcer le dialogue politique en faveur de l'agroécologie.
- Le projet associe de nombreux scientifiques issus des domaines de la biologie ou de l'agronomie, mais les sciences sociales ou juridiques ne sont pas représentées.
- Les questions liées au genre sont très marginalement abordées malgré le rôle central des femmes dans le domaine du maraîchage.
- Les questions de l'accès au foncier ou à une alimentation de qualité ne sont pas évoquées.